

Le long chemin vers le développement durable



Le pays a besoin d'adopter un modèle de développement durable, mais sur le chemin pour y parvenir, il devra affronter de grands défis. Il est nécessaire de s'assurer que l'information sur l'environnement atteigne le public. Tant le Gouvernement que la société civile doivent se rendre compte que les problèmes environnementaux de l'Argentine proviennent d'une vision paradoxale qui favorise à la fois, l'investissement « à tout prix » tout en manifestant le besoin de politiques de protection de l'environnement. Mais l'absence de ces politiques a eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables de la société: les paysans, les communautés autochtones et les personnes vivant dans des zones urbaines marginalisées.

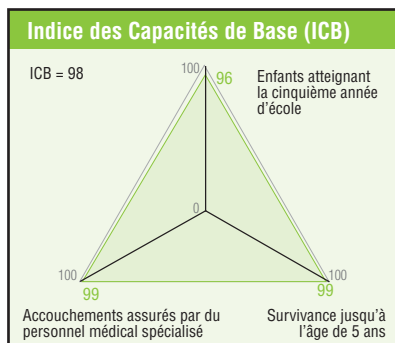
FARN, Fundación Ambiente y Recursos Naturales

Selon le rapport de la World Wildlife Fund (WWF), *Planète vivante 2010*, l'Argentine occupe la neuvième place parmi les 10 pays qui produisent 60 % des richesses naturelles de la planète¹, une position qui confère au pays un rôle stratégique en tant que prestataire de services environnementaux au niveau mondial. Cependant au cours des 40 dernières années, le pays a quasiment stagné en termes de mesures de l'Indice de Développement Humain (IDH). Il s'est, en fait, moins développé que certains pays qui avaient, en 1970, un IDH similaire et qui étaient loin d'avoir l'abondance des ressources naturelles de l'Argentine (par exemple l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et Israël)². Il est paradoxal qu'un pays avec une telle abondance de ressources doive faire face à des indices de développement humain et de distribution de la richesse aussi inacceptables.

La perte de biodiversité

Un des plus grands défis environnementaux du pays est la déforestation. Entre 1937 et 1987, 2 355 308 ha (environ 23 553 km²) de forêts natives ont été détruites et depuis 17 ans, ce nombre est passé à 5 321 001 ha (53 210 km²). En effet, entre 1998 et 2006, 250 000 hectares (2 500 km²) de forêt ont disparu chaque année, l'équivalent à 1 ha (10 000 m²) toutes les deux minutes. Parmi les causes de ce tableau plutôt sombre nous pouvons constater l'exploitation forestière irrationnelle, l'expansion de la frontière agricole et l'absence de politiques publiques ou d'incitations au reboisement avec des espèces natives³ par des acteurs privés.

La déforestation, la déperdition des forêts natives et le changement climatique sont intimement liés et l'adoption de mécanismes de protection de l'environnement pourrait constituer une étape vers une mise en œuvre, ultérieure, du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies (UN-REDD). Le Gouvernement, cependant, ne dispose pas de

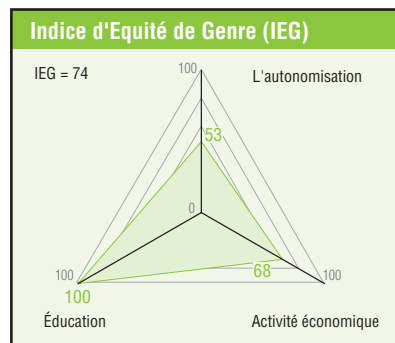


mécanismes adéquats pour répondre à ces problèmes et il lui manque la volonté politique pour établir des cadres juridiques pour le développement durable.

L'expansion de la frontière agricole

L'agriculture est l'un des principaux piliers de l'économie argentine. La hausse des prix internationaux des matières premières a favorisé le renforcement du modèle de production agricole à échelle industrielle, dans lequel prévaut actuellement la monoculture de soja et d'oléagineux⁴.

Mais les conséquences négatives de ce processus sont déjà visibles de nos jours. L'agriculture est la deuxième source d'émissions de gaz à effet de serre après le secteur industriel. Les émissions de CO₂ par habitant sont presque deux fois plus élevées que le niveau moyen dans la région⁵. En outre, l'utilisation sans restriction de produits agrochimiques a eu un impact négatif sur l'environnement et la santé de la population. *L'Atlas du risque environnemental de l'enfance* a indiqué qu'en Argentine « près de trois millions d'enfants vivent dans une situation de risque environnemental causée par des produits agrochimiques »⁶. Selon le rapport Carrasco, le glyphosate, l'agrochimique le plus largement utilisé dans le pays, peut causer des malfor-



mations et il est dangereux pour plusieurs espèces végétales et animales⁷.

Pendant ce temps, la production agricole a repoussé ses frontières, envahissant les forêts natives. Cette invasion a touché les agriculteurs et les communautés agricoles qui sont forcés d'adopter des systèmes de production qui vont à l'encontre de leurs coutumes et traditions, sans qu'il n'y ait aucune forme de consensus préalable⁸.

Pour inverser cette situation, le pays a besoin d'un système législatif qui établisse des budgets minimum pour intégrer des règles de durabilité dans l'utilisation de produits agrochimiques. Il est également nécessaire d'aller vers un processus d'aménagement environnemental du territoire et d'imposition de bonnes pratiques agricoles.

Les avancées législatives

Au cours des 10 dernières années, on a pu enregistrer certains progrès dans la promulgation de lois favorisant le développement durable et la protection du droit des peuples à un environnement sain. Cependant, il y a de nombreux obstacles à la mise en œuvre, l'exécution et le suivi de conformité de ces règlements. Les contradictions entre les lois et les réglementations, conjointement à la pression d'intérêts économiques et politiques, ont conduit à la persistance des conflits environnementaux.

Le secteur privé, la société civile et l'État ne semblent parvenir à un consensus qu'à travers de

1 Fonds mondial pour la nature, *Planète vivante, Rapport 2010 : biodiversité, biocapacité et développement*.

2 UNDP, *El desarrollo humano en la Argentina (1970-2010): una mirada más allá de la coyuntura*, (Buenos Aires: 2010).

3 Greenpeace, *Un arduo camino a la Ley de Bosques*, <www.greenpeace.org.ar/blogbosques/>.

4 Jorge E. Weskamp, "Soja: más allá de lo económico" (Buenos Aires : Clarín, 15 juillet 2006).

5 World Bank, *Datos Argentina*, <datos.bancomundial.org/pais/argentina>.

6 Defensoría del Pueblo de la Nación, *Resolución sobre la clasificación de la toxicidad de los agroquímicos* (Buenos Aires : 12 novembre 2010).

7 Primicias Rurales, Andrés Carrasco, *autor de un estudio controvertido, advierte sobre glifosato para los humanos* (5 avril 2009).

8 Voir la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones.

situations conflictuelles, comme le montrent des cas tonitruants qui sont arrivés peu à peu à faire inclure le développement durable dans l'agenda public. À titre d'exemple, il convient de mentionner les causes judiciaires pour l'assainissement du bassin Matanza-Riachuelo, le conflit des usines de pâtes à papier sur le fleuve Uruguay et plus récemment, le débat autour de l'application de la loi des budgets minimum pour la préservation des glaciers et de l'environnement périglaciaire dans le cadre de projets d'exploitations minières qui ont un fort impact social et environnemental.

L'incorporation de l'article 41 de la Constitution, qui consacre le droit à un environnement sain et le devoir de le préserver, a contribué à placer la pierre angulaire pour le développement d'un statut basé sur le développement durable. Depuis 2002, le Congrès a promulgué une série de règles destinées à garantir un minimum de budgets pour la protection de l'environnement, ce qui, conjugué avec l'action du pouvoir judiciaire – considéré comme un des acteurs clé dans l'application des normes environnementales – a permis d'intégrer la question de la durabilité environnementale, sociale et économique dans l'agenda public et privé.

Il faut ajouter que fin 2007, après un long processus impliquant des organisations de la société civile, le Congrès a adopté la loi des Budgets minimaux pour la protection de l'environnement des forêts natives. La promulgation de cette loi a signifié un grand progrès pour la protection des forêts, mais elle n'a malheureusement pas été appliquée efficacement. L'exécutif national a retardé le règlement d'exécution de la loi au-delà de la période stipulée dans le texte et certaines provinces n'ont pas encore établi l'Aménagement territorial des Forêts Natives (OTBN, selon son sigle espagnol pour Ordenamiento Territorial de los Bosques Nativos), tandis que d'autres ont contourné la nature participative de ce processus. L'état actuel de la question reste par conséquent critique. Par exemple, la vulnérabilité des communautés autochtones et des petits producteurs locaux reste évidente face à l'exploitation forestière indiscriminée, cette vulnérabilité est palpable à travers les récentes affaires judiciaires en cours⁹.

Le cas du bassin Matanza - Riachuelo

Les ressources hydriques en Argentine présentent des niveaux élevés de pollution, principalement causés par le manque de contrôle des effluents industriels, le traitement nul ou défectueux des effluents d'eaux usées, l'utilisation excessive de produits agrochimiques et le développement non planifié des zones urbaines. Parmi les conséquences sur les ressources en eau de la croissance urbaine non planifiée, on peut constater la pollution causée par les bidonvilles situés près des cours d'eau aux alentours des villes, l'installation de décharges dans les

cheneaux d'inondation des vallées, la pollution des aquifères par des déchets urbains et des produits agrochimiques non contrôlés, le versement d'eaux usées non traitées et les montagnes de déchets solides qui bouchent les canalisations et provoquent le débordement de l'eau contaminée sur de grandes surfaces¹⁰. La nécessité de coordonner les politiques entre les divers organismes gouvernementaux et les différents niveaux de l'État est un facteur crucial pour la bonne gestion des ressources en eau.

Lorsque l'on aborde le problème de la pollution et la difficulté de gérer les bassins versants en Argentine, on ne peut pas omettre le cas paradigmatique du bassin Matanza-Riachuelo (CMR, selon le sigle espagnol pour Cuenca Matanza-Riachuelo).

Le CMR couvre environ 2 240 km² et comprend des juridictions de la Province de Buenos Aires, quatorze municipalités provinciales, la ville de Buenos Aires (CABA, pour Ciudad Autónoma de Buenos Aires) et la juridiction de l'État national. La zone du bassin est le foyer de plus de 3,5 millions d'habitants, dont 35 % n'ont pas accès à l'eau potable et 55 % n'ont pas de système d'égouts. En outre, plus de 10 000 industries utilisant une technologie dépassée et ne respectant pas les réglementations en vigueur y sont également implantées. Il existe 171 décharges à ciel ouvert. Cela laisse 96,4 % de la population du CMR exposés à au moins une menace de risque environnemental, alors que la plupart des habitants du bassin vivent dans des niveaux alarmants de pauvreté et d'indigence¹¹.

Le conflit du bassin Matanza-Riachuelo – qui figure parmi les trente endroits les plus pollués au monde¹² – constitue un exemple du manque de volonté politique et de force institutionnelle du pays. Cette problématique est arrivée devant la plus haute instance judiciaire et c'est la Cour suprême de justice de la Nation (CSJ), en tant qu'ultime garante de la Constitution, qui a dû prendre les rênes pour assainir et gérer le bassin.

Les mines en conflits

Actuellement, on peut observer des niveaux de tension particulièrement élevés des conflits autour de l'exploitation minière extractive à grande échelle¹³. Personne ne peut nier l'énorme ampleur économique que représente l'industrie minière d'extraction, de la même manière qu'il est impossible d'ignorer son empreinte écologique et son impact sur la vie des sociétés directement liées aux gisements. C'est pour cela que l'on dit que « les conflits miniers ont augmenté de façon exponentielle ces dernières

années en suivant la courbe de croissance de l'investissement »¹⁴.

Certaines des tendances identifiables dans la configuration des différents « conflits miniers » sont:

- L'absence d'accord social préalable vis-à-vis du modèle de développement local et de la gestion environnementale du territoire à travers un large processus participatif. Souvent les autorités délivrent des permis et des licences sans satisfaire aux exigences précédentes se trouvant dans le plexus de normes existantes.
- Le manque d'efficacité des organismes de l'État qui doivent respecter et faire respecter le cadre réglementaire de l'activité, il n'y a pas d'évaluation et de contrôle environnementaux efficaces.
- L'absence d'un accès adéquat du public aux informations qui permettraient de réduire l'incertitude et de permettre une participation informée des citoyens.

Considérations finales

Le chemin que l'Argentine doit poursuivre en quête de l'adoption d'un modèle de développement durable est encore long. Jusqu'à ce que l'on parvienne à une exécution réalisée avec sérieux et engagement, une application adéquate et un contrôle d'exécution des réglementations existantes efficace, il sera difficile, voire impossible, de concevoir un véritable développement durable et une véritable reconnaissance et réalisation des droits humains. Dans cette quête, il sera essentiel d'inclure la participation de la société civile, du milieu académique et une attitude active de la part des citoyens.

Il est à noter que les lacunes et les absences dans le domaine des politiques du développement durable ont un impact plus significatif sur les groupes sociaux les plus vulnérables, comme les paysans, les communautés autochtones, les habitants des zones marginales des grandes villes, etc., qui souffrent de graves effets sur leurs droits à la santé, la nourriture, le logement, l'emploi, l'eau et la terre.

Les décideurs publics sont ceux qui ont la responsabilité suprême d'intégrer dans leurs politiques les questions environnementales et de développement durable, en établissant un modèle qui redéfinisse le style de vie et de consommation. Pour sa part, le secteur privé doit réaliser et prendre la responsabilité de ses activités.

Il est nécessaire de garantir aux personnes l'accès à l'information environnementale, d'aller vers davantage de transparence, de consolidation et de coordination des institutions de l'État pour ses trois pouvoirs. Du côté de l'État, il faudra travailler à la gestion et la prévention des multiples conflits environnementaux qui semblent surgir de la vision dissociée des autorités qui proposent d'un côté, des politiques d'investissement « à tout prix » et d'un autre côté, des politiques environnementales. ■

9 Voir le cas de « SALAS, Dino et autres avec SALTA, Province de, et un autre sur une demande de « Amparo », actuellement en cours devant la Cour suprême de justice de la Nation (CSJN).

10 Matelucci, Silvia D. y Morello, Jorge, « Singularidades territoriales y problemas ambientales de un país asimétrico y terminal », en *Realidad económica N° 169* (Buenos Aires: 2000).

11 Cfr Nápoli, Andrés, « Composición Ambiental De La Cuenca Matanza-Riachuelo » en María Eugenia Di Paola y Federico Sangalli (eds), *Informe Ambiental Anual 2010*, (Buenos Aires: FARN).

12 Voir : <www.blacksmithinstitute.org>.

13 Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) et Fundación Cambio Democrático, *Ciudadanía Ambiental y Minería: herramientas para la transformación democrática de conflictos socioambientales*, (Buenos Aires, 2010), p. 11-20.

14 Lumerman, Pablo et al, « Análisis de la conflictividad socio ambiental en Argentina. El conflicto minero: emergente de la nueva conflictividad socioambiental en Argentina », dans *Informe Ambiental Anual 2009* (Buenos Aires: FARN, 2009).